

**L'actualité juridique et fiscale internationale des quinze derniers jours de L'Agefi Actifs
(30 nov-11 déc)**

Lettonie, relations fiscales, exil fiscal,

numéro d'identification, exit tax,

FATCA, conventions fiscales

Expatriation/ Lettonie

A l'occasion d'une manifestation dédiée à l'expatriation, qui s'est tenue le 29 novembre dernier, Hervé Israël, avocat, Holman Fenwick Willan et Valérie Batigne de la société VB Capital Conseil ont présenté différentes solutions fiscales et sociales. Valérie Batigne est notamment revenue sur les questions liées à l'assurance santé, la prévoyance et la retraite. A côté du Royaume-Uni et de la Belgique, Hervé Israël a aussi évoqué l'intérêt que représente la Lettonie. Consulter l'intégralité de la brève [ici](#).

France/ Suisse

La présidente de la Confédération suisse Eveline Widmer-Schlumpf et le président de la République François Hollande se sont rencontrés le 7 décembre dernier à Paris à l'occasion d'un entretien officiel de travail. Parmi les thèmes l'ordre du jour figuraient la convention contre les doubles impositions en matière d'impôt sur les successions, les questions d'assistance administrative et la régularisation des avoirs non déclarés. Côté suisse, il a été évoqué que la convention sur les successions, récemment renégociée entre les deux pays faisait l'objet de critiques et que plusieurs obstacles devraient encore être franchis sur le chemin menant à la ratification. Selon les propos rapportés par l'AFP, François Hollande a fait savoir qu' « *il ne pouvait pas y avoir d'amnistie* » pour les exilés fiscaux français en Suisse.

Un rapport annuel sur l'exil fiscal

Gilles Carrez, le président de la commission des Finances envisage de comptabiliser le nombre des exilés fiscaux, *cette question suscitant « des rumeurs incessantes, de plus en plus folles, dans la presse et dans différents milieux, dont celui des notaires et des avocats fiscalistes »*. Un questionnaire qui s'appuie sur le suivi des déclarations d'ISF et des plus-values latentes au titre de l'exit tax a été envoyé à Bercy. L'amendement visant à la remise d'un rapport sur l'exil fiscal joint au projet de loi de

Finances chaque année qui n'avait pas été retenu par la commission des Finances a finalement été adopté par l'Assemblée nationale, le 7 décembre dernier.

Numéro d'identification fiscale européen

La Commission a présenté le 6 décembre dernier un plan contre la fraude fiscale. Les États membres sont encouragés à renforcer leurs conventions en matière de double imposition pour empêcher que celles-ci ne se traduisent par une absence totale d'imposition. Parmi les autres initiatives figurent un code des contribuables ou un numéro d'identification fiscale européen. Pour mémoire, cette annonce s'inscrit dans le prolongement de l'adoption en juin d'une communication exposant les principaux enjeux liés à la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que des mesures concrètes pour y faire face. [Pour aller plus loin.](#)

PLFR2012

Adoption d'un amendement portant sur l'exit tax. Il est question de tenir compte de la réforme du régime d'imposition des plus-values mobilières prévue dans le cadre du PLF pour 2013. Il est ainsi nécessaire de prévoir de nouvelles modalités de constitution de garanties et d'adapter les modalités de calcul de l'impôt dû lors de l'expiration du sursis de paiement à la suite de l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu des plus-values et créances situées dans le champ d'application de l'exit tax. Consulter l'amendement [ici](#).

Conventions fiscales

Cour de cassation. En matière de redressements fiscaux, il ressort du [bulletin d'information](#) que la discussion sur l'application d'une convention fiscale entre la France et un autre pays ne relève pas du magistrat appelé à se prononcer sur l'autorisation de visite domiciliaire, mais du juge de l'impôt. (Com. - 26 juin 2012 n° 11-21.047).

Convention fiscale franco-philippine. La loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et les Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu vient d'être promulguée. Consulter la [Loi n° 2012-1321 du 29 novembre 2012 - JO du 30 novembre 2012](#).

FATCA

La Suisse et les Etats-Unis ont paraphé l'accord FATCA visant notamment les obligations de diligence des établissements financiers. Lire le communiqué de presse [ici](#).